

« L'Europe plus intégrée, ce sera pour mars 2017 »

UE Guy Verhofstadt réagit à « l'appel d'Etienne Davignon » lancé dans « Le Soir »

► « Aller plus loin avec les pays qui le veulent », le moment est venu, dit Etienne Davignon.

► Selon Guy Verhofstadt, ce moment interviendra au printemps prochain.

ENTRETIEN

En marge de la présentation à la presse d'une « feuille de route » pour reprendre le contrôle de la crise des réfugiés (voir ci-dessous), Guy Verhofstadt (Open VLD), ex-Premier ministre belge et actuellement chef du groupe libéral (ADLE) au Parlement européen, a réagi à l'appel à « aller plus loin avec les pays qui le veulent », qu'Etienne Davignon a lancé dans un entretien accordé au Soir, vendredi.

Etienne Davignon dit qu'on ne peut plus continuer ainsi... Il a raison.

... et que ceux qui veulent aller plus loin doivent en décider maintenant.

Oui, c'est l'idée de l'Europe à deux vitesses, qui sera peut-être le résultat de la négociation britannique. Car c'est à cela qu'on en arrive. Si un pays n'est pas dans la zone de Schengen, ni dans le système du marché du travail ni dans l'euro, l'accord que les Britanniques et les Européens vont conclure maintenant devra être inscrit dans les traités. Et ce sera là le moment d'aborder le problème des deux types d'adhésion à l'Union.

Est-on maintenant arrivé à ce moment, avec la crise des réfugiés, ou peut-on continuer encore comme cela pendant un certain temps ?

Il n'y a pas que la crise des réfugiés. Il y a la crise sécuritaire, le manque criant d'influence géopolitique, et les problèmes de l'eurozone, qui ne sont toujours pas résolus. Tout cela me fait dire que le 60^e anniversaire du traité de Rome pourrait être le bon moment pour lancer cette

réflexion profonde. Elle devra avoir lieu de toute façon, car David Cameron demandera d'inscrire dans l'acquis de l'UE ce qu'il aura obtenu dans la négociation actuelle.

Sauf s'ils s'accordent sur un petit arrangement qui satisfera tout le monde, et qui ne nécessitera pas de changement de traité.

Non, non, cela ne marchera pas. Il faudra traduire cet accord dans les traités. Mais alors, il faudra aussi parler de la gouvernance économique de l'euro, de la défense européenne, de l'enjeu géopolitique, des réfugiés...

Vous voyez arriver cela quand et comment ?

À la fin du processus britannique, c'est-à-dire fin 2016, début 2017. Le bon moment sera peut-être l'anniversaire du traité de Rome.

Mais attendra-t-on de trouver le « bon moment », ou les événements rendront-ils la situation

intenable ?

Exactement : la situation ne sera plus tenable.

Etienne Davignon nous disait qu'on n'entend pas beaucoup la voix de la Belgique dans le débat européen. Vous êtes d'accord ? Je ne fais pas de commentaire sur la Belgique...

Le plan d'urgence que vous présentez pour reprendre le contrôle de la crise des réfugiés prévoit l'envoi d'équipes européennes. La Grèce est notoirement réticente à ce type d'interventions, au titre de sa souveraineté nationale.

Mais c'est une compétence de l'UE depuis qu'on a créé Schengen ! Sauf qu'on n'a rien fait. On a laissé les gens et les États faire ce qu'ils veulent, en laissant s'installer des situations intenable. C'est M. Tsipras lui-même qui m'a dit que c'est intenable en Grèce. Comme sont d'ailleurs intenable les camps sauvages à Calais et Dun-

kerque. Ce sont des situations inhumaines dues au fait que

nous ne prenons pas en charge nos frontières extérieures. Aux Etats-Unis, les 50 Etats font cela ensemble, en disposant de 40.000 agents et de 32 milliards d'euros de budget.

Pourriez-vous convaincre le gouvernement grec d'accepter cela ?

Ils ne doivent pas « accepter », ils vont y participer. Et si demain on fait quelque chose dans un autre pays, en Italie ou ailleurs, il y aura aussi des agents grecs là-bas.

Actuellement, les migrants et réfugiés remontent des îles vers la Grèce continentale, puis vers le nord de l'Europe. Les centres de réception doivent permettre de les envoyer vers les pays de l'UE. C'est quelque chose que M. Tsipras et le peuple grec peuvent accepter : c'est dans l'intérêt de la Grèce, dans l'intérêt des réfugiés, et c'est dans l'intérêt de l'humanité. Cela ne met pas fin à la souveraineté de la Grèce. ■

Propos recueillis par
JUREK KUCZKIEWICZ

NO COMMENT

Juncker « ne se prononce pas »

Interrogé par nos soins lors du rendez-vous quotidien avec la presse, le porte-parole de la Commission européenne, Margaritis Schinas, a répondu que « nous avons vu et lu l'entretien avec Etienne Davignon. Celui-ci ne parle pas pour le président Jean-Claude Juncker, lequel ne souhaite pas se prononcer sur les propos d'Etienne Davignon ». Rappelons qu'Etienne Davignon, ex-commissaire européen sous Jacques Delors, et Jean-Claude Juncker se connaissent bien. Et on peut écrire, sans trop de risque, que leurs vues sur la construction européenne se recoupent largement.

J. KZ

migrants Constituer une force d'urgence

Guy Verhofstadt propose que les Etats membres de l'UE créent immédiatement une nouvelle agence pour reprendre le contrôle frontalier entre la Turquie et la Grèce. Il plaide pour que les trois milliards d'euros d'aides promis par l'UE à la Turquie aillent directement en soutien financier des réfugiés dans les camps, pour qu'ils ne tentent plus la traversée vers l'Europe.

La Grèce n'arrive pas à surveiller ses frontières extérieures. La Commission européenne a proposé de mettre sur pied un corps européen de gardes-côtes et gardes-frontières, mais il faut

pour cela une nouvelle législation, ce qui prend du temps. Guy Verhofstadt estime qu'on peut prendre des actions immédiates. Selon les Traités, les Etats membres peuvent mettre sur pied une force d'urgence, l'European Rapid Refugee Emergency Force, sans que de nouvelles

règles ne soient nécessaires. Il estime que le Conseil du 18 février devrait prendre cette décision. Cette nouvelle agence, composée de 2.000 personnes venant de tous les Etats membres, reprendrait immédiatement le contrôle de la frontière entre la Turquie et la Grèce et enregistrerait les réfu-

giés dans des centres d'accueil.

L'argent pour les Turcs destinés aux camps de réfugiés

Dans une tentative d'endiguer l'afflux de réfugiés, l'UE a conclu un accord avec la Turquie, qui doit recevoir trois milliards d'euros. Guy Verhofstadt propose d'utiliser cet argent pour améliorer la situation dans les camps de réfugiés. Un milliard devrait aller au Haut Commissariat de l'ONU pour les réfugiés, et deux milliards devraient être consacrés à un soutien direct aux réfugiés là-bas, propose encore l'eurodéputé libéral. (b) ■